

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 250

[2009/200164]

19 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 94 et 171bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement du 25 août 2008 :

Vu l'avis n° 45.319/4 du Conseil d'Etat donné le 5 novembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° locataire : les membres du ménage qui sont signataires du bail »;

2° au point 8°, a), les mots "les revenus des personnes apparentées aux locataires, et énumérées ci-après," sont remplacés par les mots "les revenus des membres du ménage, et énumérés ci-après,";

3° le point 8° est complété par la disposition suivante : "Toutefois, si ces revenus diffèrent d'au moins 15 % de ceux de l'année en cours, calculés sur une base annuelle, ces derniers revenus sont pris en considération.";

4° le point 15°, c), est remplacé par la disposition suivante :

« c) une chambre supplémentaire pour le couple, marié ou composé de personnes qui vivent maritalement, dont l'un des membres a moins de 35 ans; »;

5° au point 15°, d), les mots "deux chambres" sont remplacés par les mots "une chambre supplémentaire";

6° le point 15° e), troisième tiret, est remplacé par la disposition suivante :

« — une chambre par enfant handicapé; ».

§ 2. L'article 1^{er} du même arrêté est complété comme suit :

« 17° ménage sans abri :

a) soit le ménage qui, pendant le mois précédant la prise en location d'un logement salubre, soit n'a joui d'aucun droit, réel ou personnel, lui assurant l'occupation d'un logement, soit, à titre exceptionnel ou temporaire, a été hébergé par des personnes, des institutions ou dans le cadre d'un dispositif assurant temporairement l'hébergement;

b) soit le ménage qui, à la veille de la prise en location d'un logement salubre, ne jouissait d'aucun droit, réel ou personnel, lui assurant l'occupation d'un logement et était hébergé pour des raisons psychiques, médicales ou sociales par une institution ou dans le cadre d'un dispositif assurant temporairement l'hébergement;

c) soit le ménage qui, pendant les trois mois précédant la prise en location d'un logement salubre, occupait une résidence de vacance située dans une zone de loisirs. »

Art. 2. L'article 3, § 2, du même arrêté, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :« Les revenus visés à l'alinéa précédent sont établis conformément à l'article 1^{er}, 8°, du présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, n'est pas considéré comme titulaire de droits réels sur un logement, le propriétaire d'une caravane, d'un chalet ou d'un abri précaire, qu'il occupe à titre de résidence principale ou domicilié dans une zone définie par le plan "Habitat permanent." »

Art. 3. L'article 8, 1^{er} alinéa, premier tiret, du même arrêté, est complété par les mots ", ou la radiation de celle-ci".**Art. 4.** Dans l'article 9 du même arrêté, le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :« A charge de la Société wallonne, le président ou son suppléant bénéficie d'émoluments d'un montant de 300 euros par audience tenue par la Chambre de recours et les membres représentant les sociétés, les locataires et la Société wallonne, d'un jeton de présence de 100 euros. Les montants des émoluments et jetons de présence sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. Ils sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990. »**Art. 5.** A l'article 12, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :1° dans le § 1^{er}, 2^e alinéa, la 1^{re} phrase est remplacée par la disposition suivante : "Le demandeur peut indiquer qu'il est candidat à l'attribution d'un logement dans une ou plusieurs communes qu'il désigne. Lorsque le demandeur fait usage de cette faculté, il est de plein droit candidat à l'attribution d'un logement auprès de toutes les sociétés desservant le territoire des communes indiquées.";

2° Le § 2 est complété par la phrase suivante : "Elle peut demander à celle-ci de compléter le dossier";

3° dans le § 4, le 4^e alinéa est remplacé par la disposition suivante : "Le registre des candidatures est vérifié par le commissaire de la Société wallonne".

Art. 6. Dans l'article 17, § 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le tableau général des priorités est remplacé par le tableau suivant :

« § 2.

Tableau général des priorités régionales	Points
Le locataire qui doit quitter un logement ayant fait l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité	8
L'occupant d'un logement reconnu inhabitable par l'administration ou par le bourgmestre	8
L'occupant d'une caravane, d'un chalet ou d'un abri précaire, qu'il occupe à titre de résidence principale ou domicilié dans une zone définie par le plan "Habitat permanent"	8
Le locataire qui doit quitter un logement ayant fait l'objet d'un arrêté d'expropriation	8
Le locataire qui doit quitter un logement situé dans un périmètre de rénovation urbaine communale déterminé réglementairement, pour lequel un compromis de vente a été signé au profit d'une personne morale de droit public	8
Le locataire qui doit quitter un logement surpeuplé	8
La personne qui se trouve dans un cas d'extrême urgence sociale Est considéré comme se trouvant dans un cas d'extrême urgence sociale le ménage qui, avec l'attestation du C.P.A.S. : — est victime d'un événement calamiteux; — est reconnu sans-abri; — quitte un logement, à cause de violences conjugales.	8
Le locataire ou l'occupant d'un logement de transit, d'insertion ou d'urgence	8
Le couple, marié ou composé de personnes qui vivent maritalement depuis moins de huit ans, et ont au moins un enfant à charge ou un enfant bénéficiant de modalités d'hébergement actées dans un jugement, dans une convention passée devant notaire ou dans un accord obtenu par l'entremise d'un médiateur familial agréé	6
La personne divorcée ou en instance de l'être, avec un ou plusieurs enfants à charge ou bénéficiant de modalités d'hébergement actées dans un jugement, dans une convention passée devant notaire ou dans un accord obtenu par l'entremise d'un médiateur familial agréé	6
La femme seule enceinte ou le parent seul avec un ou plusieurs enfants à charge ou bénéficiant de modalités d'hébergement actées dans un jugement, dans une convention passée devant notaire ou dans un accord obtenu par l'entremise d'un médiateur familial agréé	6
Le couple, marié ou composé de personnes qui vivent maritalement dont l'un des membres est âgé de moins de 35 ans	6
L'handicapé ou la personne qui a un handicapé à sa charge au sens du Code des impôts sur les revenus	4
Le bénéficiaire d'une pension de prisonnier de guerre et l'invalidé de guerre	4
L'ancien prisonnier politique et ses ayants droit	4
L'ancien ouvrier mineur	4
Le locataire dont le bail est résilié par le bailleur en application de l'article 3, §§ 2 et 3, de la loi du 21 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, modifiée par la loi du 1 ^{er} mars 1991	3
La personne qui ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une maladie professionnelle reconnue ou d'un accident de travail, ou celle qui a une telle personne à sa charge	2
Le demandeur d'emploi inoccupé	2
La personne qui quitte un bateau pour lequel l'Etat accorde une prime de déchirage	2

2° L'alinéa suivant est inséré avant le dernier alinéa : "Cinq points sont accordés au ménage dont un membre est domicilié depuis au moins trois ans, sans interruption, dans la commune où se situe le logement à attribuer."

Art. 7. A l'article 23, du même arrêté, les mots "aux dispositions des articles 18 à 22 du présent arrêté" sont remplacés par les mots "aux dispositions des articles 19 à 22 du présent arrêté".

Art. 8. Dans le même arrêté, un article 26bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 26bis. Sans préjudice de l'application des articles 20 et 21, à la demande d'un membre du ménage, qui n'est pas signataire du bail et qui est domicilié à l'adresse du logement, la société peut conclure un nouveau bail avec celui-ci comme co-signataire, ayant pour objet le même logement. »

Art. 9. A l'article 34 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le deuxième alinéa, les mots "de plus de 20 %" sont insérés entre les mots "les revenus dépassent" et les mots "ceux d'un ménage";

2° le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante : "Toutefois, l'alinéa précédent n'est pas applicable si le locataire, ou son conjoint cohabitant, ou la personne avec laquelle il vit maritalement :

— atteint l'âge de 50 ans au premier janvier de l'année où le loyer devrait être adapté, en application du même paragraphe et s'il occupe, à cette même date, le même logement depuis dix ans au minimum;

— ou s'il quitte un logement non proportionné en application de l'article 21."

Art. 10. Dans l'article 36, § 4, du même arrêté, les mots "pour une période maximale de trois ans non renouvelable" sont remplacés par le mot "pour une période de trois ans renouvelable".

Art. 11. L'article 38, du même arrêté, est complété par un 3^e alinéa, rédigé comme suit :

« A la demande de la société, basée sur le caractère non concurrentiel du résultat de la comparaison entre le prix du loyer du logement moyen calculé conformément au présent article et le prix du loyer offert dans le secteur locatif privé pour un logement du même type, le Ministre peut, sur la base d'un avis de la Société wallonne, accorder une dérogation pour fixer le loyer initial à un montant inférieur à cinq pour cent du prix de revient du logement, tel que visé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 12. Dans le même arrêté, l'annexe 4 est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 13. Dans l'annexe 5 du même arrêté, dans l'article 17 - "Congé donné par le locataire", le dernier alinéa est supprimé.

Art. 14. Dans l'annexe 5 du même arrêté, un article 17bis est inséré après l'article 17, rédigé comme suit :

« Art. 17bis. Décès du locataire

Le bail est résolu d'office en cas de décès du locataire ».

Art. 15. § 1^{er}. Dans l'annexe 5 du même arrêté, dans l'article 18 - "Congé donné par la société", le paragraphe premier, premier alinéa, est remplacé par la disposition suivante : "La société peut donner renon au présent bail, au 1^{er} janvier qui suit l'expiration d'un triennat moyennant un congé de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste lorsque :".

§ 2. Dans l'annexe 5 du même arrêté, dans l'article 18 - "Congé donné par la société", le § 3 est complété par un tiret, rédigé comme suit :

« — lorsque le ménage occupant ne respecte pas les dispositions du présent bail ou du règlement d'ordre intérieur. »

Art. 16. L'article 60, du même arrêté, est complété par un 3^e alinéa, rédigé comme suit : "La Société wallonne est autorisée à régulariser la liquidation des émoluments et des jetons de présence aux conditions visées à l'article 4 du présent arrêté, depuis la première audience tenue par la Chambre de recours."

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2009.

Art. 18. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe 4. — Formulaire unique de candidature

N° d'inscription :	FORMULAIRE UNIQUE DE CANDIDATURE A INSERER DANS LE REGISTRE DES CANDIDATURES
--------------------	---

Volet A (à remplir par le demandeur).

A.1. COORDONNEES ET COMPOSITION DU MENAGE

CANDIDAT		CONJOINT OU COHABITANT	
Nom :		Nom :	
Prénom :		Prénom :	
Sexe :	<input type="checkbox"/> masculin - <input type="checkbox"/> féminin	Sexe :	<input type="checkbox"/> masculin - <input type="checkbox"/> féminin
Date de naissance :	<input type="text"/> - <input type="text"/> - <input type="text"/>	Date de naissance :	<input type="text"/> - <input type="text"/> - <input type="text"/>
Lieu de naissance :		Lieu de naissance :	
Etat civil (1) :		Etat civil (1) :	
Nationalité (2) :		Nationalité (2) :	
Registre national :	<input type="text"/> - <input type="text"/>	Registre national :	<input type="text"/> - <input type="text"/>
Profession (3) :		Profession (3) :	
Handicapé :	<input type="checkbox"/> oui - <input type="checkbox"/> non	Handicapé :	<input type="checkbox"/> oui - <input type="checkbox"/> non
Téléphone :		Téléphone :	
E-mail :		E-mail :	
Adresse : Rue N°		Adresse : Rue N°	
Code : <input type="text"/>		Code : <input type="text"/>	
Localité :		Localité :	
Date de domiciliation :		Date de domiciliation :	

B.2. PRIORITES (5)																				
Extrême urgence sociale	Caravane, chalet, abri précaire, ou plan H.P.	Logement inhabitable	Exproprié	Surpeuplé	Rénovation urbaine	Transit - insertion-urgence	Marié - de 8 ans 1 enfant ou plus	Personne divorcée instance + enfant(s)	Personne seule avec enfant(s)	ou femme seule enceinte	Ménage - de 35 ans	Prisonnier-Invalide de guerre	Ancien ouvrier mineur	Handicapé	Bail résilié articles 2-3 Code civil	Maladie professionnelle ou Accident de travail	Déchirage	Demandeur d'emploi inoccupé	Ancienneté	TOTAL
8	8	8	8	8	8	8	6	6	6	6	6	4	4	4	3	2	2	2	2	

Cinq points sont accordés au ménage dont un membre est domicilié depuis au moins trois ans, sans interruption, dans la commune où se situe le logement à attribuer.

B.3. LE LOGEMENT REGLEMENTAIREMENT PROPORTIONNE A LA COMPOSITION FAMILIALE COMPORTE (6)				
<input type="checkbox"/> 1 chambre	<input type="checkbox"/> 2 chambres	<input type="checkbox"/> 3 chambres	<input type="checkbox"/> 4 chambres	<input type="checkbox"/> 5 chambres
B.4. LOGEMENT ADAPTE (7)			<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
B.5. REVENU D'ADMISSION (8)				
Revenus :				
Ménage		<input type="checkbox"/> à revenus modestes	<input type="checkbox"/> en état de précarité	

B.6. VOIES DE RECOURS (9)
Le candidat locataire qui s'estime lésé par une décision de la société peut introduire une réclamation au siège de celle-ci, par envoi recommandé, dans les trente jours qui suivent la notification de la décision. A défaut de réponse dans les trente jours de la réclamation ou en cas de réclamation rejetée, le candidat locataire peut introduire un recours, par envoi recommandé, auprès de la Chambre de recours dont le siège est situé à la Société wallonne du Logement, rue de l'Ecluse 21, à 6000 Charleroi. Il est également possible, pour le candidat locataire, d'adresser une réclamation individuelle auprès du Médiateur de la Région wallonne à l'adresse suivante : rue Lucien Namèche 54, à 5000 Namur.

Fait à _____, le _____

Signature(s) du (des) candidat(s) précédée(s) de la mention "Lu et approuvé" :

Ainsi qu'il est prévu par la loi sur la protection de la vie privée, les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de la présente candidature et du bail sont traitées à des fins de maintenance des fichiers des candidats. Le candidat marqué son accord pour que ces données soient communiquées aux autres sociétés gestionnaires des communes sur lesquelles il a posé un choix.

Le responsable du traitement est la SC _____, dont le siège est à _____

Vous avez le droit de consulter et de faire corriger les renseignements communiqués comme prévu par la loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée. Il vous appartient de nous communiquer tout élément susceptible de modifier votre dossier de candidature sous peine d'être radié si les informations en notre possession s'avèrent incorrectes ou incomplètes.

Signification des renvois avec références, selon la rubrique, au Code wallon du Logement et à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la location des logements sociaux gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public.

(1) indiquer :

- C pour la personne célibataire;
- M pour la personne mariée ou la personne cohabitante;
- D pour la personne divorcée;
- S pour la personne séparée.
- V pour la personne veuve

(2) indiquer :

- B pour les ressortissants belges;
- U pour les ressortissants de l'Union européenne autres que belges;
- A pour les autres ressortissants.

(3) indiquer :

- S s'il s'agit d'un salarié;
- I s'il s'agit d'un indépendant;
- C s'il s'agit d'une personne percevant des allocations de chômage;
- P s'il s'agit d'une personne pensionnée;
- MU s'il s'agit d'une personne percevant des revenus de sa mutuelle ou assimilés;
- MI s'il s'agit d'une personne percevant le revenu d'intégration sociale.

(4) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, articles 12 à 16.

(5) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, article 17.

(6) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, article 1^{er}, 15^o.

a) une chambre pour la personne isolée;

b) une chambre pour le couple marié ou composé de personnes qui vivent ensemble maritalement;

c) une chambre supplémentaire pour le couple, marié ou composé de personnes vivant ensemble maritalement, dont l'un des membres a moins de 35 ans;

d) une chambre supplémentaire pour le couple marié ou composé de personnes vivant ensemble maritalement, lorsque l'un des membres est handicapé ou, dans les cas spécifiques de même nature, sur décision motivée de la société;

e) pour les enfants,

— une chambre pour les enfants de même sexe et âgés de moins de dix ans,

— deux chambres pour les enfants de sexe différent, si l'un d'entre eux a plus de six ans,

— une chambre par enfant handicapé;

7. Code wallon du Logement, article 1^{er}, 25^o: logement dans lequel des travaux ont été effectués en vue de permettre une occupation adéquate par un ménage dont un des membres est handicapé.

8. Indiquer le revenu (cf. article 1^{er}, 8^o, de l'arrêté) et le type de ménage (Code wallon du Logement, article 1^{er}, 9^o, 29^o, 30^o)

9. Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, articles 7 à 11.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 19 décembre 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public.

Namur, le 19 décembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 250

[2009/200164]

19. DEZEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) der von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches, insbesondere der Artikel 94 und 171*bis*;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen;

Aufgrund des Gutachtens der "Société wallonne du Logement" vom 25. August 2008;

Aufgrund des am 5. November 2008 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 45.319/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1^o Der Punkt 7^o wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«7^o Mieter: die Haushaltsmitglieder, die den Vertrag unterzeichnet haben»;

2^o in Punkt 8^o a) werden die Wörter "das Einkommen der nachstehend aufgeführten, mit den Mietern verwandten Personen" durch die Wörter "das Einkommen der nachstehend aufgeführten Haushaltsmitglieder" ersetzt;

3^o Der Punkt 8^o wird mit der folgenden Bestimmung ergänzt: "Wenn sich dieses Einkommen jedoch um mindestens 15% des Einkommens des laufenden Jahres auf Jahreswertung unterscheidet, wird das Einkommen des laufenden Jahres berücksichtigt."

4^o Der Punkt 15^o c) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«c) ein zusätzliches Schlafzimmer pro Ehepaar oder pro Paar, das in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, wenn ein Mitglied jünger als 35 Jahre ist;»

5^o in Punkt 15^o d) werden die Wörter "zwei Schlafzimmer" durch die Wörter "ein zusätzliches Schlafzimmer" ersetzt;

6^o Der Punkt 15^o e), Strich 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«— ein Schlafzimmer pro behindertes Kind;»

§ 2 - Artikel 1 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

«17^o "Obdachloser Haushalt":

a) entweder der Haushalt, der während des Monats vor der Anmietung einer gesunden Wohnung entweder kein persönliches oder dingliches Recht auf die Benutzung einer Wohnung innehatte oder durch Personen oder Einrichtungen oder im Rahmen einer Maßnahme zur zeitweiligen Unterbringung außergewöhnlich und zeitweilig beherbergt worden ist;

b) oder der Haushalt, der am Tag vor der Anmietung einer gesunden Wohnung kein persönliches oder dingliches Recht auf die Benutzung einer Wohnung innehatte und aus psychischen, ärztlichen oder sozialen Gründen durch eine Einrichtung oder im Rahmen einer Maßnahme zur zeitweiligen Unterbringung beherbergt war;

c) oder der Haushalt, der während der drei Monate vor der Anmietung einer gesunden Wohnung eine in einem Freizeitgebiet gelegenen Ferienunterkunft bewohnte.»

Art. 2 - Artikel 3 § 2 desselben Erlasses wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Das im vorigen Absatz erwähnte Einkommen wird gemäß Artikel 1 8° des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses wird der Bewohner eines Campingwagens, eines Chalets oder einer prekären Unterkunft, den bzw. das bzw. die er als Hauptwohntort benutzt, oder der seinen Wohnsitz in einem durch den Plan "Ständiges Wohnen" bestimmten Gebiet hat, nicht als Inhaber eines dinglichen Rechts an einer Wohnung betrachtet.»

Art. 3 - In Artikel 8 Absatz 1 Strich 1 desselben Erlasses werden die Wörter "oder die Streichung" zwischen die Wörter "Bestätigung" und "seiner Bewerbung" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird § 1 mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Zu Lasten der Wallonischen Gesellschaft genießt der Vorsitzende oder sein Stellvertreter Bezüge in Höhe von 300 Euro je Sitzung, die von der Beschwerdekammer gehalten wird, und erhalten die Mitglieder, die die Gesellschaften, die Mieter und die Wallonische Gesellschaft vertreten, Anwesenheitsgeld in Höhe von 100 Euro. Die Beträge der Bezüge und Anwesenheitsgelder sind an die Schwankungen des Preisindex gebunden in Übereinstimmung mit den Regeln, die im Gesetz vom 1. März 1977 zur Regelung der Verbindung gewisser Ausgaben des öffentlichen Sektors mit dem Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschrieben sind. Sie sind an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.»

Art. 5 - In Artikel 12 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1. In § 1 Absatz 2 wird der erste Satz durch folgende Bestimmung ersetzt: "Der Antragsteller kann angeben, dass er sich für die Zuweisung einer Wohnung in einer oder mehreren von ihm genannten Gemeinden bewirbt. Wenn der Antragsteller diese Möglichkeit in Anspruch nimmt, ist er von Rechts wegen Bewerber für die Zuweisung einer Wohnung bei jeder Gesellschaft, die auf dem Gebiet der genannten Gemeinden tätig ist";

2° § 2 wird mit der folgenden Bestimmung ergänzt: "Sie kann diese ersuchen, die Akte zu vervollständigen";

3° Absatz 4 von § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Das Bewerberverzeichnis wird von dem Kommissar der Wallonischen Gesellschaft überprüft".

Art. 6 - In Artikel 17 § 2 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Die allgemeine Tabelle der Vorzugsrechte wird durch die folgende Tabelle ersetzt:

«§ 2 -

Allgemeine Tabelle der regionalen Vorzugsrechte	Punkte
Der Mieter, der eine Wohnung verlassen muss, die Gegenstand eines Unbewohnbarkeitserlasses war	8
Der Bewohner einer durch die Verwaltung oder durch den Bürgermeister als unbewohnbar anerkannten Wohnung	8
Der Bewohner eines Campingwagens, eines Chalets oder einer prekären Unterkunft, den bzw. das bzw. die er als Hauptwohntort benutzt, oder der seinen Wohnsitz in einem durch den Plan "Ständiges Wohnen" bestimmten Gebiet hat	8
Der Mieter, der eine Wohnung verlassen muss, die Gegenstand eines Enteignungserlasses ist	8
Der Mieter, der eine Wohnung verlassen muss, die in einem durch Verordnung festgelegten Stadterneuerungsbereich gelegen ist, für welche eine Verkaufszusage zugunsten einer juristischen Person des öffentlichen Rechts unterzeichnet wurde	8
Der Mieter, der eine überbelegte Wohnung verlassen muss	8
Die Person, die sich in einer schweren sozialen Notlage befindet. Wird als in einer schweren sozialen Notlage betrachtet, der Haushalt, der, mit der Bescheinigung des öffentlichen Sozialhilfezentrums entweder: — Opfer eines Katastrophenfalls ist; — als Obdachloser anerkannt wird; — wegen ehelicher Gewalt eine Wohnung verlässt.	8
Der Mieter oder Benutzer einer Übergangs-, Eingliederungs- oder Notaufnahmewohnung	8
Das Paar, das seit weniger als acht Jahren verheiratet ist oder in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, und mindestens ein unterhaltspflichtiges Kind oder ein Kind hat, das in einem Urteil, einer vor einem Notar abgeschlossenen Vereinbarung oder in einer durch Vermittlung eines zugelassenen Familienvermittlers erzielten Einigung festgesetzte Unterbringungsmodalitäten genießt	6
Die geschiedene Person oder die Person, deren Scheidungsverfahren läuft, und die ein oder mehrere unterhaltsberechtigten Kinder oder ein oder mehrere Kinder hat, die in einem Urteil, einer vor einem Notar abgeschlossenen Vereinbarung oder in einer durch Vermittlung eines zugelassenen Familienvermittlers erzielten Einigung festgesetzte Unterbringungsmodalitäten genießt	6
Die alleinstehende schwangere Frau oder der alleinstehende Elternteil mit einem oder mehreren unterhaltsberechtigten Kindern bzw. einem oder mehreren Kindern, die in einem Urteil, einer vor einem Notar abgeschlossenen Vereinbarung oder in einer durch Vermittlung eines zugelassenen Familienvermittlers erzielten Einigung festgesetzte Unterbringungsmodalitäten genießt	6
Das Ehepaar oder das Paar, das aus in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Personen zusammengesetzt ist, wenn ein Mitglied jünger als 35 Jahre ist	6

Allgemeine Tabelle der regionalen Vorzugsrechte	Punkte
Die behinderte Person, oder die Person, die im Sinne des Einkommensteuergesetzbuches eine behinderte Person zu ihren Lasten hat	4
Der Bezugsberechtigte einer Kriegsrente und der Kriegsinvalide	4
Der ehemalige politische Gefangene und seine Anspruchsberechtigten	4
Der ehemalige Untertagearbeiter	4
Der Mieter, dessen Mietvertrag in Anwendung von Artikel 3 §§ 2 und 3 des Gesetzes vom 21. Februar 1991 zur Abänderung und Vervollständigung der Bestimmungen des Zivilgesetzbuches über die Mietverträge, abgeändert durch das Gesetz vom 1. März 1991, durch den Vermieter gekündigt wird	3
Die Person, die infolge einer anerkannten Berufskrankheit oder eines Arbeitsunfalls keine berufliche Tätigkeit mehr ausüben kann, oder die Person, die diese Person zu ihren Lasten hat	2
Der nicht beschäftigte Arbeitsuchende	2
Die Person, die ein Boot verlässt, für das der Staat eine Abwrackprämie gewährt	2

2° Folgender Absatz wird vor den letzten Absatz eingefügt: "Es werden fünf Punkte dem Haushalt gewährt, in dem ein Mitglied seit mindestens drei Jahren ohne Unterbrechung in der Gemeinde, in der die zuzuweisende Wohnung gelegen ist, seinen Wohnsitz hat."

Art. 7 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die Wörter "von den Artikeln 18 bis 22" durch die Wörter "von den Artikeln 19 bis 22" ersetzt.

Art. 8 - In demselben Erlass wird ein Artikel 26*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 26*bis* - Unbeschadet der Anwendung der Artikel 20 und 21 kann die Gesellschaft auf Antrag eines Haushaltsmitglieds hin, der nicht Unterzeichner des Mietvertrags ist, und der seinen Wohnsitz an der Anschrift der Wohnung hat, einen neuen Mietvertrag, der dieselbe Wohnung zum Gegenstand hat, mit diesem Haushaltsmitglied als Mitunterzeichner abschließen.»

Art. 9 - In Artikel 34 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Im zweiten Absatz werden die Wörter "um mehr als 20%" zwischen die Wörter "mit geringem Einkommen" und "überschreitet" eingefügt.

2° Der letzte Absatz wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Jedoch findet der vorige Absatz keine Anwendung, wenn der Mieter, sein mit ihm lebender Ehepartner oder die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person:

— am ersten Januar des Jahres, in dem der Mietzins in Anwendung desselben Paragraph angepasst werden muss, das Alter von 50 Jahren erreicht, und wenn er an diesem Datum dieselbe Wohnung seit mindestens 10 Jahren bewohnt;

— oder wenn er in Anwendung von Artikel 21 aus einer nicht proportionierten Wohnung auszieht."

Art. 10 - In Artikel 36 § 4 desselben Dekrets werden die Wörter "für eine nicht erneuerbare Höchstperiode von drei Jahren" durch die Wörter "für eine erneuerbare Periode von drei Jahren" ersetzt.

Art. 11 - Artikel 38 desselben Erlasses wird mit einem dritten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Auf Antrag der Gesellschaft hin, der auf dem nicht wettbewerbsfähigen Charakter des Ergebnisses des Vergleichs zwischen dem gemäß dem vorliegenden Artikel berechneten Mietzins der Durchschnittswohnung und dem angebotenen Mietzins im privaten Mietsektor für eine gleichartige Wohnung beruht, darf der Minister, auf Grundlage eines Gutachtens der Wallonischen Gesellschaft eine Abweichung gewähren, um die anfängliche Miete auf einen Betrag festzusetzen, der unter fünf Prozent des in Absatz 1 erwähnten Selbstkostenpreises der Wohnung liegt.»

Art. 12 - In demselben Erlass wird Anlage 4 durch die Anlage zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 13 - In Anlage 5 zum selben Erlass wird in Artikel 17 - "Kündigung durch den Mieter" der letzte Absatz gestrichen.

Art. 14 - In Anlage 5 zum selben Erlass wird ein Artikel 17*bis* mit folgendem Wortlaut nach Artikel 17 eingefügt:

«Art. 17*bis* - Ableben des Mieters

Beim Ableben des Mieters wird der Mietvertrag von Rechts wegen aufgelöst.»

Art. 15 - § 1 - In Anlage 5 zum selben Erlass wird in Artikel 18 - "Kündigung durch die Gesellschaft" der § 1 Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt: "Die Gesellschaft kann den vorliegenden Mietvertrag am 1. Januar nach Ablauf einer Dreijahresperiode kündigen, unter Einhaltung einer dreimonatigen Kündigungsfrist, die per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilt wird, wenn: "

§ 2 - In Anlage 5 zum selben Erlass wird in Artikel 18 - "Kündigung durch die Gesellschaft" der § 3 mit einem Strich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«— wenn der bewohnende Haushalt die Bestimmungen des vorliegenden Mietvertrags oder der allgemeinen Dienstordnung nicht einhält.»

Art. 16 - Artikel 60 desselben Erlasses wird mit einem dritten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Die Wallonische Gesellschaft wird berechtigt, die Auszahlung der Bezüge und Anwesenheitsgelder unter den in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bedingungen seit der ersten Sitzung der Beschwerdekammer zu regularisieren."

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2009 in Kraft.

Art. 18 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Anlage 4 — Einheitliches Bewerbungsformular

Eintragungsnummer:	EINHEITLICHES BEWERBUNGSFORMULAR IN DAS BEWERBERVERZEICHNIS EINZUFÜGEN
--------------------	---

Abschnitt A (Vom Antragsteller auszufüllen)

A.1. PERSONALIEN UND ZUSAMMENSETZUNG DES HAUSHALTS

BEWERBER		EHEPARTNER ODER IN EHEÄHNLICHER GEMEINSCHAFT LEBENDE PERSON	
Name:		Name:	
Vorname:		Vorname:	
Geschlecht:	<input type="checkbox"/> Mann <input type="checkbox"/> Frau	Geschlecht:	<input type="checkbox"/> Mann <input type="checkbox"/> Frau
Geburtsdatum:	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Geburtsdatum:	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Geburtsort:		Geburtsort:	
Personenstand (1):		Personenstand (1):	
Staatsangehörigkeit (2):		Staatsangehörigkeit (2):	
Nationalregisternummer:	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Nationalregisternummer:	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Beruf (3):		Beruf (3):	
Behindert	<input type="checkbox"/> ja - <input type="checkbox"/> nein	Behindert	<input type="checkbox"/> ja - <input type="checkbox"/> nein
Telefon:		Telefon:	
E-Mail:		E-Mail:	
Anschrift: Straße: Nr. Postleitzahl: <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		Anschrift: Straße: Nr. Postleitzahl: <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Gemeinde: Staat:		Gemeinde: Staat:	
Datum der Wahl als Wohnsitz:		Datum der Wahl als Wohnsitz:	

HAUSHALTSMITGLIEDER (den Antragsteller und seinen (Ehe)partner nicht mehr erwähnen)

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Geschlecht	Verwandtschaftsgrad	Nationalregisternr.	Wohnsitz-gemeinde	Behindert
1		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/> Unterhaltsberechtigtes Kind <input type="checkbox"/> Beherbergtes Kind <input type="checkbox"/> Aszendent <input type="checkbox"/> Sonstiger	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nein
	Beruf (3)					Datum der Wahl als Wohnsitz	
2		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/> Unterhaltsberechtigtes Kind <input type="checkbox"/> Beherbergtes Kind <input type="checkbox"/> Aszendent <input type="checkbox"/> Sonstiger	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nein
	Beruf (3)					Datum der Wahl als Wohnsitz	
3		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/> Unterhaltsberechtigtes Kind <input type="checkbox"/> Beherbergtes Kind <input type="checkbox"/> Aszendent <input type="checkbox"/> Sonstiger	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nein
	Beruf (3)					Datum der Wahl als Wohnsitz	
4		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/> Unterhaltsberechtigtes Kind <input type="checkbox"/> Beherbergtes Kind <input type="checkbox"/> Aszendent <input type="checkbox"/> Sonstiger	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nein
	Beruf (3)					Datum der Wahl als Wohnsitz	

5	Name und Vorname	Geburtsdatum	Geschlecht	Verwandtschaftsgrad	Nationalregisternr.	Wohnsitz-gemeinde	Behindert
	Beruf (3)	<input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/> Unterhaltsberechtigtes Kind <input type="checkbox"/> Beherbergtes Kind <input type="checkbox"/> Aszendent <input type="checkbox"/> Sonstiger	<input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/>	Datum der Wahl als Wohnsitz	<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nein

6	Name und Vorname	Geburtsdatum	Geschlecht	Verwandtschaftsgrad	Nationalregisternr.	Wohnsitz-gemeinde	Behindert
	Beruf (3)	<input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/> Unterhaltsberechtigtes Kind <input type="checkbox"/> Beherbergtes Kind <input type="checkbox"/> Aszendent <input type="checkbox"/> Sonstiger	<input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/>	Datum der Wahl als Wohnsitz	<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nein
Für schwangere Frauen:				Voraussichtliches Datum der Entbindung (Monat/Jahr)/...../.....			

A.2. GEMEINDEN, BEI DENEN SICH DER HAUSHALT FÜR DIE ZUWEISUNG EINER WOHNUNG BEWERBEN MÖCHTE (DAS VORLIEGENDE FORMULAR WIRD EBENFALLS DEN ANDEREN VON DEM ANTRAG BETROFFENEN GESELLSCHAFTEN ÜBERMITTELT)

Gemeinden, für welche die BEZUGSGESELLSCHAFT zuständig ist:

Gemeinden, für die andere Gesellschaften zuständig sind:

A.3. GEWÜNSCHTE WOHNUNG

Wohnhaus oder Etagenwohnung	<input type="checkbox"/>		
Wohnhaus ausschließlich	<input type="checkbox"/>	Vorzugsweise mit Garten	<input type="checkbox"/>
Etagenwohnung ausschließlich	<input type="checkbox"/>	Vorzugsweise mit Garage	<input type="checkbox"/>

Abschnitt B (durch die Gesellschaft, die die bewerbung erhält, auszufüllen)

B.1. DATUM (4)					
der Einreichung	der Zulassung	der Streichung	der Ablehnung	der Bestätigung	der Zuweisung
../..../....	../..../....	../..../....	../..../....	../..../....	../..../....

B.2. VORZUGSRECHTE (5)																				
schwere soziale Notlage	Campingwagen - Chalet, prekäre Unterkunft oder Plan "Ständiges Wohnen"	unbewohnbare Wohnung	Enteignet	überbelegt	Stadterneuerung	Übergangs- Eingliederungs- Notaufnahmewohnung	Seit weniger als 8 Jahren verheiratet 1 Kind oder mehr	Geschiedene Person Laufendes Verfahren + Kind(ern)	Alleinstehende Person mit Kind(ern)	oder alleinstehende schwangere Frau	Haushalt unter 35 Jahren	Gefangener - Kriegsinvalid	Ehemaliger Untertagearbeiter.	Behindert	Gekündigter Mietvertrag Artikel 2-3 des Zivilgesetzbuches	Berufskrankheit oder Arbeitsunfall	Abwrack	Nicht beschäftigter Arbeitsuchende	Alter	GESAMTBETRAG
8	8	8	8	8	8	8	6	6	6	6	6	4	4	4	3	2	2	2	2	

Es werden fünf Punkte dem Haushalt gewährt, in dem ein Mitglied seit mindestens drei Jahren ohne Unterbrechung in der Gemeinde, in der die zuzuweisende Wohnung gelegen ist, seinen Wohnsitz hat.

B.3. DIE ORDNUNGSGEMÄSS ENTSPRECHEND DER HAUSHALTZUSAMMENSETZUNG PROPORTIONIERTER WOHNUNG UMFASST (6)				
<input type="checkbox"/> 1 Schlafzimmer	<input type="checkbox"/> 2 Schlafzimmer	<input type="checkbox"/> 3 Schlafzimmer	<input type="checkbox"/> 4 Schlafzimmer	<input type="checkbox"/> 5 Schlafzimmer
B.4. ANGEPAASTE WOHNUNG (7)			<input type="checkbox"/> JA	<input type="checkbox"/> NEIN
B.5. ZULASSUNGSEINKOMMEN (8)				
Einkommen:				
Haushalt	<input type="checkbox"/> mit geringem Einkommen	<input type="checkbox"/> in prekären Verhältnissen		

B.6. BESCHWERDEWEGE (9)

Der Mietbewerber, der sich aufgrund einer Entscheidung der Gesellschaft benachteiligt fühlt, kann innerhalb von dreißig Tagen nach Notifizierung dieser Entscheidung durch ein an den Sitz der Gesellschaft adressiertes Einschreiben eine Beschwerde einreichen. In Ermangelung einer Antwort innerhalb von dreißig Tagen nach der Beschwerde oder falls die Beschwerde zurückgewiesen wird, kann der Mietbewerber per Einschreiben bei der Beschwerdekammer, deren Sitz in der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft), rue de l'Ecluse 21 in 6000 Charleroi gelegen ist, einen Einspruch einlegen. Dem Mietbewerber ist es ebenfalls möglich, eine individuelle Beschwerde an den Vermittler der Wallonischen Region an die folgende Anschrift zu richten: rue Lucien Namêche 54 in 5000 Namur

Ausgestellt in: _____, den _____

Unterschrift des (der) Mietbewerber, (bitte der Vermerk: "gelesen und genehmigt" voransetzen):

So wie es durch das Gesetz über den Schutz des Privatlebens vorgesehen ist, werden die im Rahmen der vorliegenden Bewerbung und des Mietvertrags übermittelten Daten persönlicher Art zu Zwecken der Wartung der Bewerberdateien behandelt. Der Mietbewerber erklärt sich dafür einverstanden, dass diese Daten den anderen Gesellschaften, die für die von seiner Wahl betroffenen Gemeinden zuständig sind, übermittelt werden.

Verantwortlich für die Behandlung ist die SC _____, mit Sitz in _____

Sie haben das Recht, gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens die übermittelten Auskünfte einzusehen und berichtigen zu lassen. Es steht Ihnen zu, uns jedes Element zu übermitteln, das zu einer Abänderung ihrer Bewerbungsakte führen könnte, unter Gefahr einer Streichung, wenn ersichtlich wird, dass die Informationen in unserem Besitz inkorrekt oder unvollständig sind.

Bedeutung der Anmerkungen mit Verweisung, je nach der Rubrik, auf das Wallonische Wohngesetzbuch und auf den Erlass der Wallonischen Regierung über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen.

(1) bitte das Folgende angeben:

- C für eine ledige Person;
- M für eine verheiratete oder zusammenlebende Person;
- D für eine geschiedene Person;
- S für eine getrennte Person;
- V für eine verwitwete Person

(2) bitte das Folgende angeben:

- B für die belgischen Staatsangehörigen;
- U für die nichtbelgischen Staatsangehörigen der Europäischen Union;
- A für die sonstigen Staatsangehörigen.

(3) bitte das Folgende angeben:

- S wenn die Person Lohnempfänger ist
- I wenn die Person selbständig ist
- C wenn die Person Arbeitslosengeld bezieht;
- P wenn die Person ein Rentner ist;
- MU wenn die Person Einkommen aus ihrer Krankenkasse oder gleichgestellte Einkommen bezieht;
- MI wenn die Person das soziale Integrationseinkommen bezieht.

(4) Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen, Artikel 12 bis 16.

(5) Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen, Artikel 17.

(6) Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen, Artikel 1, 15°.

- a) ein Schlafzimmer für eine alleinstehende Person;
- b) ein Schlafzimmer für das Ehepaar oder das Paar, das in eheähnlicher Gemeinschaft lebt;
- c) ein zusätzliches Schlafzimmer pro Ehepaar oder pro Paar, das in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, wenn ein Mitglied jünger als 35 Jahre ist;
- d) ein zusätzliches Schlafzimmer pro Ehepaar oder pro Paar, das in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, wenn ein Mitglied behindert ist, oder, auf begründeten Beschluss der Gesellschaft, in spezifischen Fällen dieser Art;
- e) für die Kinder:
 - ein Schlafzimmer pro Gruppe von zwei Kindern gleichen Geschlechts unter 10 Jahren;
 - zwei Schlafzimmer für Kinder unterschiedlichen Geschlechts, wenn eines von ihnen über 6 Jahre ist;
 - ein Schlafzimmer pro behindertes Kind;

7. Wallonisches Wohngesetzbuch, Artikel 1 25°: Wohnung, in welcher Arbeiten ausgeführt worden sind, um eine geeignete Bewohnung durch einen Haushalt, in dem ein Mitglied behindert ist, zu ermöglichen.

8. Das Einkommen (s. Artikel 1 8° des Erlasses) und die Art Haushalt angeben (Wallonisches Wohngesetzbuch, Artikel 1 29°, 30°).

9. Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Wohnungen, Artikel 7 bis 11.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. September 2007 über die Vermietung der von der "Société wallonne du Logement" oder von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwalteten Sozialwohnungen beigelegt zu werden.

Namur, den 19. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 250

[2009/200164]

19 DECEMBER 2008. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 94 en 171bis;

Gelet op het besluit van de Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" of de openbare huisvestingsmaatschappijen;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement" van 25 augustus 2008;

Gelet op het advies nr. 45.319/4 van de Raad van Staat gegeven op 5 november 2008 met toepassing van het artikel 84, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" of de openbare huisvestingsmaatschappijen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 7° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 7° huurder : de leden van het gezin die ondertekenaar van de huurovereenkomst zijn »;

2° in 8°, a), worden de woorden "de inkomens van de met de huurders aanverwante personen die hieronder opgesomd worden" vervangen door "de inkomens van de leden van het gezin die hieronder opgesomd worden";

3° punt 8° wordt aangevuld met de volgende bepaling : "Als deze inkomens evenwel met tenminste 15 % verschillen vergeleken met die van het lopende jaar, worden deze inkomens in aanmerking genomen.";

4° punt 15°, c), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« één bijkomende slaapkamer per echtpaar of per paar samengesteld uit personen die ongehuwd samenwonen, en waarvan één van de leden minstens 35 jaar oud is; »;

5° onder 15°, d), worden de woorden "twee slaapkamers" vervangen door "een bijkomende slaapkamer";

6° punt 15°, e), derde streepje, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« — één slaapkamer per gehandicapt kind; ».

§ 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« 17° dakloos gezin :

a) hetzij het gezin dat gedurende de maand vóór de huur van een gezonde woning geen enkel zakelijk of persoonlijk recht heeft genoten om een woning te betrekken, hetzij dat, uitzonderlijkerwijs of tijdelijk, werd gehuisvest door personen of instellingen of in het kader van een stelsel dat tijdelijk een huisvesting waarborgde;

b) hetzij het gezin dat vóór de huur van een gezonde woning geen enkel zakelijk of persoonlijk recht genoot om een woning te betrekken en dat om psychische, medische of sociale redenen werd gehuisvest door een instelling of in het kader van een stelsel dat tijdelijk een huisvesting waarborgde;

c) hetzij het gezin dat gedurende de drie maanden vóór de huur van een gezonde woning een vakantieverblijf gelegen in een recreatiegebied bewoonde. »

Art. 2. Artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met twee leden, luidende als volgt :

« De inkomens bedoeld in het vorige lid worden overeenkomstig artikel 1, 8°, van dit besluit vastgesteld.

Voor de toepassing van dit besluit wordt de eigenaar van een caravan, een chalet of een schamel onderkomen als hoofdverblijf of woonachtig in een zone die in het plan "Habitat permanent" vastligt niet beschouwd als de houder van zakelijke rechten op een woning. »

Art. 3. Artikel 8, eerste lid, eerste streepje, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden ", of haar schrapping".

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt § 1 aangevuld met volgende lid :

« Ten laste van de "Société wallonne" krijgt de voorzitter of zijn plaatsvervanger een bezoldiging van 300 euro per terechtzitting van de kamer van beroep en de leden die de maatschappijen, de huurders en de "Société wallonne" vertegenwoordigen krijgen een presentiegeld van 100 euro. De bedragen van de bezoldiging en presentiegelden worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer, overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden gekoppeld aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990. »

Art. 5. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, wordt de eerste volzin vervangen door de volgende bepaling : "De aanvrager kan vermelden dat hij in een of verschillende gemeenten die hij aanwijst kandidaat is voor de toewijzing van een woning. Als de aanvrager van dit recht gebruik maakt, is hij van rechtswege kandidaat voor de toewijzing van een woning bij alle maatschappijen die het grondgebied van de aangewezen gemeenten bedienen.";

2° § 2 wordt aangevuld met volgende volzin : "Ze kan aan deze maatschappij vragen om het dossier aan te vullen.";

3° in § 4, wordt het vierde lid vervangen door de volgende bepaling : « Het kandidaturenregister wordt door de Commissaris van de "Société wallonne" nagezien ».

Art. 6. In artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De algemene prioriteitentabel wordt vervangen door de volgende tabel :

« § 2.

Algemene tabel van gewestelijke prioriteiten	Punten
De huurder die een woning moet verlaten die het voorwerp is geweest van een onbewoonbaarheidsbesluit	8
De bewoner van een woning die door de administratie of de burgemeester onbewoonbaar is verklaard	8
De bewoner van een caravan, een chalet of een schamel onderkomen als hoofdverblijf of woonachtig in een zone die in het plan "Habitat permanent" vastligt	8
De huurder die een woning moet verlaten die het voorwerp is geweest van een onteigeningsbesluit	8
De huurder die een woning moet verlaten die in een gemeentelijke stadsvernieuwingsomtrek ligt die volgens het reglement bepaald wordt waarvoor een koopovereenkomst is ondertekend ten bate van een publiekrechtelijke rechtspersoon	8
De huurder die een overbevolkte woning moet verlaten	8
De persoon die in uiterst dringende sociale nood verkeert. Een gezin verkeert in een toestand van uiterst dringende sociale nood wanneer het, zoals blijkt uit een attest van het O.C.M.W. : — slachtoffer van een rampzalig voorval is; — als dakloos wordt beschouwd; — een woning verlaat wegens echtelijk geweld.	8
De huurder of de bewoner van een transit-, inschakelings- of noodwoning	8
Het echtpaar of het paar samengesteld uit personen die sinds minstens acht jaar ongehuwd samenwonen en minstens één kind ten laste hebben of één kind dat in aanmerking komt voor modaliteiten tot huisvesting geacteerd in een vonnis, in een overeenkomst die voor notaris is verleden of een akkoord dat door een erkende gezinsbemiddelaar verkregen is	6
De persoon die uit de echt gescheiden of aan het scheiden is, met één of meer kinderen ten laste of die in aanmerking komt voor modaliteiten tot huisvesting geacteerd in een vonnis, in een overeenkomst die voor notaris is verleden of een akkoord dat door een erkende gezinsbemiddelaar verkregen is	6
De alleenstaande zwangere vrouw of de alleenstaande ouder met één of meer kinderen ten laste of die in aanmerking komt voor modaliteiten tot huisvesting geacteerd in een vonnis, in een overeenkomst die voor notaris is verleden of een akkoord dat door een erkende gezinsbemiddelaar verkregen is	6
Het echtpaar of het paar samengesteld uit personen die ongehuwd samenwonen waarvan één van de leden jonger is dan 35 jaar	6
De gehandicapte of de persoon die een gehandicapte ten laste heeft in de zin van het Wetboek van de inkomstenbelastingen	4
De rechthebbende op een krijgsgevangenenpensioen en de oorlogsinvalide	4
De voormalige politieke gevangene en zijn rechthebbenden	4
De voormalige mijnwerker	4
De huurder wiens huurovereenkomst door de verhuurder opgezegd wordt overeenkomstig artikel 3, §§ 2 en 3, van de wet van 21 februari 1991 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huishuur, gewijzigd bij de wet van 1 maart 1991	3
De persoon die ingevolge een erkende beroepsziekte of een arbeidsongeval geen beroepsactiviteit meer kan uitoefenen, of die dergelijke persoon ten laste heeft	2
De werkloze werkzoekende	2
De persoon die een schip verlaat waarvoor de Staat een slopingspremie toekent	2

2° Vóór het laatste lid wordt het volgende lid ingevoegd : "Het gezin waarvan één lid sinds minstens drie jaar ononderbroken woonachtig is in de gemeente waar de toe te wijzen woning ligt krijgt vijf punten."

Art. 7. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden "van de bepalingen van de artikelen 18 tot 22 van dit besluit" vervangen door de woorden "van de bepalingen van de artikelen 19 tot 22 van dit besluit".

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 26bis ingevoegd, luidende :

« Art. 26bis. Onverminderd de toepassing van de artikelen 20 en 21, kan de maatschappij op verzoek van één van de gezinsleden die de ondertekenaar van het huurcontract niet is en die woonachtig is aan het adres van de woning een nieuw huurcontract sluiten met hem als medeondertekenaar, strekkende tot dezelfde woning. »

Art. 9. In artikel 34 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "meer dan 20 %" ingevoegd tussen de woorden "minstens een jaar" en de woorden "hoger zijn";

2° het laatste lid wordt vervangen door de volgende bepaling : "Het vorige lid is evenwel niet van toepassing als de huurder, of zijn samenwonende echtgenoot, of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont :

— de leeftijd van 50 jaar bereikt op 1 januari van het jaar waarin de huurprijs overeenkomstig dezelfde paragraaf aangepast zou moeten worden en indien hij op dezelfde datum sinds minstens tien jaar dezelfde woning gebruikt;

— of als hij een niet geproportioneerde woning in toepassing van artikel 21 verlaat."

Art.10. In artikel 36, § 4, van hetzelfde besluit worden de woorden "voor een niet-hernieuwbare periode van maximum drie jaar" vervangen door de woorden "voor een hernieuwbare periode van drie jaar".

Art.11. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« Op verzoek van de maatschappij gebaseerd op het niet-concurrentiële karakter van het resultaat van de vergelijking tussen de prijs van de huur van een middelgrote woning die overeenkomstig dit artikel wordt berekend en de prijs van een huur die in de privé huursector wordt aangeboden voor een woning van hetzelfde type kan de Minister op basis van een advies van de "Société wallonne" een afwijking verlenen om de oorspronkelijke huur vast te stellen tegen 5 % van de kostprijs van de woning, zoals bedoeld in het eerste lid. »

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt bijlage 4 vervangen door bijlage van dit besluit.

Art. 13. In bijlage 5 bij hetzelfde besluit vervalt, in artikel 17 - "Opzegging door de huurder", het laatste lid.

Art. 14. In bijlage 5 bij hetzelfde besluit wordt een artikel 17bis ingevoegd na artikel 17, luidende :

« Art. 17bis. Overlijden van de huurder

De huurovereenkomst houdt van ambtswege op bij het overlijden van de huurder. »

Art. 15. § 1. In bijlage 5 bij hetzelfde besluit wordt, in artikel 18 - "Opzegging door de maatschappij", de eerste paragraaf, eerste lid, vervangen door de volgende bepaling: "De maatschappij kan opzeg aan deze huurovereenkomst geven op één januari na afloop van een triënnium mits per post aangetekende opzegging van drie maanden:".

§ 2 In bijlage van 5 bij hetzelfde besluit wordt, in artikel 18 - "Opzegging door de maatschappij", paragraaf 3 aangevuld met een streepje, luidende :

« — als het gezin dat de woning betreft de bepalingen van deze huurovereenkomst of van het huishoudelijk reglement niet naleeft. »

Art. 16. Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« De "Société wallonne" wordt toegelaten de berekening van de bezoldigingen en de presentiegelden te regulariseren tegen de voorwaarden bedoeld bij artikel 4 van dit besluit, sinds de eerste terechtzitting van de kamer van beroep. »

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2009.

Art. 18. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage 4 — Eenmalig kandidatuurformulier

Inschrijvingsnr. :	EENMALIG KANDIDATUURFORMULIER OP TE NEMEN IN HET KANDIDATURENREGISTER
--------------------	--

Luik A (in te vullen door de aanvrager)

A.1. GEGEVENS EN SAMENSTELLING VAN HET GEZIN

KANDIDAAT		ECHTGENO(O)T(E) OF SAMENWONENDE	
Naam :		Naam :	
Voornaam :		Voornaam :	
Geslacht :	<input type="checkbox"/> mannelijk - <input type="checkbox"/> vrouwelijk	Geslacht :	<input type="checkbox"/> mannelijk - <input type="checkbox"/> vrouwelijk
Geboortedatum :	<input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Geboortedatum :	<input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Geboorteplaats :		Geboorteplaats :	
Burgerlijke stand (1) :		Burgerlijke stand (1) :	
Nationaliteit (2) :		Nationaliteit (2) :	
Nationaal register :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Nationaal register :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> - <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
Beroep (3) :		Beroep (3) :	
Gehandicapt :	<input type="checkbox"/> ja - <input type="checkbox"/> nee	Gehandicapt :	<input type="checkbox"/> ja - <input type="checkbox"/> nee
Telefoon :		Telefoon :	
E-mail :		E-mail :	
Adres : Straat Nr. Code : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		Adres : Straat Nr. Code : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
Gemeente : Land :		Gemeente : Land :	
Vestigingsdatum :		Vestigingsdatum :	

LEDEN DIE DEEL UITMAKEN VAN HET GEZIN (de kandidaat en de echtgeno(o)t(e)/of de samenwonende niet meer vermelden)

1	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt
	Beroep (3)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> V	<input type="checkbox"/> Kind ten laste <input type="checkbox"/> Kind in huisvesting <input type="checkbox"/> Bloedverwant <input type="checkbox"/> Andere	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Vestigingsdatum	<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nee

2	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt
	Beroep (3)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> V	<input type="checkbox"/> Kind ten laste <input type="checkbox"/> Kind in huisvesting <input type="checkbox"/> Bloedverwant <input type="checkbox"/> Andere	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Vestigingsdatum	<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nee

3	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt
	Beroep (3)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> V	<input type="checkbox"/> Kind ten laste <input type="checkbox"/> Kind in huisvesting <input type="checkbox"/> Bloedverwant <input type="checkbox"/> Andere	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Vestigingsdatum	<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nee

4	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt
	Beroep (3)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> V	<input type="checkbox"/> Kind ten laste <input type="checkbox"/> Kind in huisvesting <input type="checkbox"/> Bloedverwant <input type="checkbox"/> Andere	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Vestigingsdatum	<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nee

5	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt
	Beroep (3)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> V	<input type="checkbox"/> Kind ten laste <input type="checkbox"/> Kind in huisvesting <input type="checkbox"/> Bloedverwant <input type="checkbox"/> Andere	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Vestigingsdatum	<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nee

6	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt
	Beroep (3)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> V	<input type="checkbox"/> Kind ten laste <input type="checkbox"/> Kind in huisvesting <input type="checkbox"/> Bloedverwant <input type="checkbox"/> Andere	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> - <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Vestigingsdatum	<input type="checkbox"/> ja <input type="checkbox"/> nee

Voor de zwangere vrouwen : Vermoedelijke bevallingsdatum (maand/jaar) / /

A.2. MAATSCHAPPIJEN WAAR HET GEZIN OOK KANDIDAAT WENST TE ZIJN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN WONING (DIT FORMULIER ZAL OOK AAN DE ANDERE MAATSCHAPPIJEN DIE MET DEZE AANVRAAG BETROKKEN ZIJN OVERGEMAAKT WORDEN)

Gemeenten die door de REFERENTIEMAATSCHAPPIJ worden beheerd :

Gemeenten die door andere maatschappijen worden beheerd :

A.3. GEWENSTE WONING

Huis of appartement	<input type="checkbox"/>		
Huis alleen	<input type="checkbox"/>	Bij voorkeur met tuin	<input type="checkbox"/>
Appartement alleen	<input type="checkbox"/>	Bij voorkeur met garage	<input type="checkbox"/>

Luik B (in te vullen door de maatschappij die de kandidatuur in ontvangst neemt)

B.1. DATA (4)					
van indiening	van aanneming	van schrapping	van weigering	van bevestiging	van toekenning
../.. //.. //.. //.. //.. //.. /

B.2. PRIORITEITEN (5)																				
Dringende sociale noodzaak	Caravan, chalet, schamel of plan H.F.	Onbewoonbare woning	Onteigend	Overbevolkt	Stadsvernieuwing	Transit - Insertie - Nood	Gehuwd - 8 jaar 1 kind of meer	Gescheiden persoon aan het scheiden + kind(eren)	Alleenstaande persoon met kind(eren)	Of alleenstaande zwangere vrouw	Gezin - 35 jaar	Krijgsgevangene - Oorlogsinvaliden	Voormalige mijnwerker	Gehandicapte	Opgezegde huurovereenkomst artikelen 2-3 Burgerlijk Wetboek	Beroepsziekte of arbeidsongeval	Sloping	Werkzoekende werkloze	Anciënniteit	TOTAAL
8	8	8	8	8	8	8	6	6	6	6	6	4	4	4	3	2	2	2	2	

Het gezin waarvan één lid sinds minstens drie jaar ononderbroken woonachtig is in de gemeente waar de toe te wijzen woning ligt krijgt vijf punten.

B.3. DE REGLEMENTAIRE WONING DIE AAN DE GEZINSSAMENSTELLING GEPROPORTIONEERD IS COMPORTE (6)				
<input type="checkbox"/> 1 kamer	<input type="checkbox"/> 2 kamers	<input type="checkbox"/> 3 kamers	<input type="checkbox"/> 4 kamers	<input type="checkbox"/> 5 kamers
B.4. AANGEPASTE WONING (7)			<input type="checkbox"/> JA	<input type="checkbox"/> NEE
B.5. TOELAATBAARHEIDSKOMEN (8)				
Inkomens :				
Gezin		<input type="checkbox"/> met bescheiden inkomens	<input type="checkbox"/> in preciaire toestand	

B.6. BEROEPSMIDDELEN (9)
De kandidaat-huurder die zich benadeeld acht door een beslissing van de maatschappij kan bij aangetekend schrijven een bezwaarschrift naar haar zetel sturen binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing. Bij gebrek aan antwoord binnen dertig dagen na de indiening van het bezwaarschrift of in geval van verworpen bezwaarschrift, kan de kandidaat-huurder een aangetekend beroep indienen bij de kamer van beroep waarvan de zetel gevestigd is bij de "Société wallonne du Logement", rue de l'Écluse 21, 6000 Charleroi. De kandidaat-huurder kan ook een individuele bezwaarschrift aan de "Médiateur de la Région wallonne" (Bemiddelaar van het Waalse Gewest) richten op volgend adres : rue Lucien Namèche 54, te 5000 Namur

Gedaan te, op

Handtekening(en) van de kandidaat (kandidaten), voorafgegaan door de melding "gelezen en goedgekeurd" :

Zoals bepaald bij de wet op bescherming van de privésfeer worden de persoonsgegevens die meegedeeld worden in het kader van deze kandidatuur en van de overeenkomst verwerkt om de bestanden van de kandidaten bij te werken. De kandidaat geeft zijn instemming opdat deze gegevens aan de andere maatschappijen overgemaakt worden die de gemeenten die hij heeft gekozen besturen.

De verantwoordelijke voor de verwerking is de SC, waarvan de zetel gevestigd is te

U heeft het recht om de meegedeelde gegevens te raadplegen en aan te passen, zoals bepaald bij de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de privésfeer. U kan ons ieder element dat uw kandidatuurdossier kan wijzigen overmaken op straffe van schrapping als de inlichtingen waarover we beschikken fout of onvolledig blijken.

Betekenis van de verwijzingen met referentie, al naar gelang van de rubriek, naar de Waalse Huisvestingscode en naar het besluit van de Waalse Regering tot organisatie van de verhuur van sociale woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" of de openbare huisvestingsmaatschappijen.

(1) gebruik :

- C voor de ongehuwde persoon;
- M voor de gehuwde of samenwonende persoon;
- D voor de uit de echt gescheiden persoon;
- S voor de gescheiden persoon.
- V voor weduwnaar/weduwe

(2) gebruik :

- B voor de Belgische staatsburgers;
- U voor de staatsburgers van de Europese Unie die niet Belgisch zijn;
- A voor de overige staatsburgers.

(3) gebruik :

- S voor een loontrekker;
- I voor een zelfstandige;
- C voor een persoon die werkloosheidsuitkeringen ontvangt;
- P voor een gepensioneerde persoon;
- MU voor een persoon die inkomens van haar ziektekas of daarmee gelijkgestelde inkomens ontvangt;
- MI voor een persoon die een leefloon ontvangt.

(4) Besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" of de openbare huisvestingsmaatschappijen, artikelen 12 tot 16.

(5) Besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" of de openbare huisvestingsmaatschappijen, artikel 17.

(6) Besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" of de openbare huisvestingsmaatschappijen, artikel 1, 15°.

- a) één slaapkamer voor de alleenstaande persoon;
 - b) één slaapkamer voor het echtpaar of het paar samengesteld uit personen die ongehuwd samenwonen;
 - c) één bijkomende slaapkamer voor het echtpaar of het paar samengesteld uit personen die ongehuwd samenleven, waarvan een van zijn leden jonger is dan 35 jaar;
 - d) één bijkomende slaapkamer voor het echtpaar of het paar samengesteld uit personen die ongehuwd samenwonen, indien één van de leden gehandicapt is of, in gelijksoortige specifieke gevallen, na gemotiveerde beslissing van de maatschappij;
 - e) voor de kinderen,
 - één slaapkamer voor kinderen van hetzelfde geslacht en jonger dan tien jaar,
 - twee slaapkamers voor kinderen van verschillend geslacht en jonger dan tien jaar,
 - één slaapkamer per gehandicapt kind
7. Waalse Huisvestingscode, artikel 1, 25° : woning waarin werken zijn uitgevoerd met een oog op een geschikt gebruik door een gezin waarvan één van de leden gehandicapt is.
8. Vermeld het inkomen (cf. artikel 1, 8° van het besluit) en het type gezin (Waalse Huisvestingscode artikel 1, 9°, 29°, 30°)
9. Besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" of de openbare huisvestingsmaatschappijen, artikelen 7 tot 11.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 19 december 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" of de openbare huisvestingsmaatschappijen.

Namen, 19 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 251

[2009/200178]

23 DECEMBRE 2008. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2003 portant exécution de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2003 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement

Le Ministre du Logement,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 déterminant les conditions auxquelles la garantie de bonne fin de la Région est accordée au remboursement des prêts hypothécaires visés à l'article 23 du Code wallon du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2008 fixant les modalités d'adaptation des montants visés à l'article 203 du Code wallon du Logement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2000 fixant les conditions d'intervention de la Région en faveur des jeunes qui contractent un emprunt hypothécaire pour l'accession à la propriété d'un premier logement;